

**ACCORD GENERAL SUR LES TARIFS  
DOUANIERS ET LE COMMERCE**

RESTRICTED  
**GPA/IC/W/7/Add.2**  
28 octobre 1994

(94-2218)

---

**Comité intérimaire des marchés publics**

Original: français

QUESTIONNAIRE SUR LES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION  
DANS LA PASSATION DES MARCHES PUBLICS

Réponse de la Suisse

La communication ci-jointe contient les réponses de la délégation de la Suisse au questionnaire sur les technologies de l'information dans la passation des marchés publics qui figure dans le document GPA/IC/W/4 en date du 14 septembre 1994.

TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DANS LA PASSATION DES  
MARCHES PUBLICS

Réponses de la Suisse

**Système actuel de publication des appels d'offres en vigueur jusqu'au 31 décembre 1995 (Accord relatif aux marchés publics du Cycle de Tokyo)**

Les entités adjudicatrices fédérales publient tous leurs marchés publics envisagés ainsi que les résultats de la passation des marchés dans la Feuille officielle suisse de commerce (FOSC).

En outre, en vertu d'un accord entre l'Office fédéral des affaires économiques extérieures et l'Office des publications officielles des Communautés européennes, les avis d'appels d'offres et les avis de marchés passés de la Suisse exigés par l'Accord relatif aux marchés publics du Cycle de Tokyo sont publiés dans le Supplément du Journal officiel des CE consacré aux marchés publics; ces informations sont aussi disponibles par le biais d'une banque de données électronique de la CE (TED: Tender Electronic Daily).

La Commission des achats de la Confédération coordonne les appels d'offres des diverses entités adjudicatrices et les contrôles d'entente avec l'Office fédéral des affaires économiques extérieures (division du GATT) quant à leur forme et leur contenu.

En 1992, 422 avis de marchés passés, d'une valeur supérieure à 130 000 DTS, ont été publiés. La valeur totale de ces marchés s'élevait à environ 202 millions de DTS.

**Travaux préparatoires en Suisse concernant le futur système de publication des appels d'offres en vigueur dès le 1er janvier 1996 (Accord sur les marchés publics du Cycle d'Uruguay)**

L'Accord sur les marchés publics du Cycle d'Uruguay devrait augmenter de manière considérable le nombre d'avis de marchés publics à publier étant donné son champ d'application élargi (augmentation des entités adjudicatrices fédérales, extension aux entités adjudicatrices cantonales et partiellement communales). La Suisse attache une grande importance à la transparence des appels d'offres et à la technologie de l'information. Cette dernière est un élément clé du bon fonctionnement de l'Accord GATT car elle permet aux fournisseurs nationaux et étrangers de disposer des informations indispensables pour la soumission d'une offre dans les délais impartis.

Immédiatement après la conclusion des négociations le 15 décembre 1993, le gouvernement suisse a entrepris des travaux législatifs pour la mise en oeuvre des obligations découlant des Accords issus du Cycle d'Uruguay et notamment de l'Accord sur les marchés publics. A cet effet, un projet de loi fédérale sur les marchés publics réglera les marchés publics de biens, de services et de constructions des entités fédérales qui sont soumises à l'Accord sur les marchés publics du Cycle d'Uruguay. Celle loi sera traitée par l'Assemblée fédérale en décembre 1994 et entrera en vigueur le 1er janvier 1996. Elle sera concrétisée par des ordonnances.

En vertu du système constitutionnel suisse, les cantons restent libres dans leur transposition de l'Accord GATT. Néanmoins, les experts fédéraux responsables pour la loi fédérale les conseillent pour la préparation de leurs législations cantonales respectives qui devront entrer en vigueur le 1er janvier 1996.

### **Organe(s) de publication à partir du 1er janvier 1996**

Le projet de loi fédérale ne prévoit pas encore à ce stade un organe de publication des appels d'offres. Il sera défini dans les ordonnances qui concrétiseront la loi fédérale. A ce stade, seules des informations préliminaires peuvent être fournies; la Suisse reviendra sur ce sujet dès que des décisions auront été prises.

Un groupe d'experts (Commission fédérale des achats de la Confédération, représentants des entités adjudicatrices, Bureau d'intégration et Division du GATT) établira une proposition d'organe de publication. Il est notamment prévu de créer une banque centrale de données. Cette banque rassemblerait tous les appels d'offres des entités adjudicatrices de la Confédération et serait également responsable de la transmission au TED à Luxembourg. Les questions d'accès aux informations disponibles pour les fournisseurs nationaux et étrangers, les éventuelles taxes à payer pour un tel accès et la possibilité de transmission d'informations additionnelles (par exemple, documentation relative aux appels d'offres) par voie électronique seraient discutées au sein de ce groupe. En plus de la banque de données électronique, il est prévu de publier les avis de marchés publics.

Les cantons seront libres de s'associer au système de la Confédération ou d'établir un ou des systèmes particuliers. Des entretiens avec les autorités cantonales compétentes auront lieu prochainement.

Au niveau européen, la Suisse participe également activement aux réunions du groupe de message EDIFACT MD 12 qui se déroulent sous la présidence de la Commission des Communautés européennes. Ceux-ci visent à établir des messages EDIFACT d'une part entre les pouvoirs adjudicateurs et les fournisseurs et, d'autre part, entre les pouvoirs adjudicateurs et l'Office des publications officielles des CE et la Commission des CE.